

Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie relative aux conditions générales des contrats de raccordement aux réseaux de transport

Réponses d'ENGIE

Date : 17/03/2016

Question 1 : Êtes-vous favorable aux nouvelles versions des conditions générales des contrats de raccordement aux réseaux de transport de gaz proposées par les GRT ?

ENGIE est favorable à ces nouvelles versions.

Question 2 : Êtes-vous favorable à ce que les GRT portent les charges d'adaptation des postes aux dispositions réglementaires?

Nous sommes favorables au portage des coûts d'adaptation des postes par les clients, comme c'est le cas aujourd'hui, et non par les GRT eux-mêmes. En effet, les écarts de coût entre un poste client et un autre sont susceptibles de relever de l'environnement industriel spécifique des clients et ne sauraient ainsi faire l'objet d'une mutualisation (celle-ci étant de facto difficile à mettre en œuvre de façon équitable).

Dans le cas où un portage de ces coûts par le GRT serait cependant décidé, nous demandons que ces coûts soient identifiés et imputés au terme de livraison vers les clients industriels.

Question 3 : Êtes-vous favorable à ce que le déclenchement d'un PUG à la suite d'un incident imputable au GRT soit exclu des cas de force majeure déliant le GRT de ses obligations ?

Nous ne sommes pas favorables à ce que le GRT soit délié de ses obligations de continuité d'acheminement, dans les cas où l'incident générateur du déclenchement du PUG lui est imputable. Il appartient au GRT, en tout état de cause, de limiter au maximum l'impact d'éventuels incidents sur la continuité d'alimentation des clients.

La rupture d'alimentation revêt un coût de défaillance pour le client. Nous sommes favorables à la valorisation systématique des délestages des clients, quelle qu'en soit la cause, via une indemnisation établie en référence au coût de défaillance afférent à ce client, fonction de son type ou profil, ou par le biais d'un mécanisme d'effacement. Les dispositions mises en œuvre au Royaume-Uni par National Grid Gas, à la demande de l'Ofgem (Cash-Out Reform), peuvent constituer un exemple de mécanisme susceptible de répondre à cette problématique.

Question 4 : Avez-vous d'autres observations portant sur les contrats de raccordement proposés par les GRT ?

Non